



France Culture – Paris, 24 novembre 2020

« Cette crise est l’opportunité de reconstruire une économie meilleure »

Interview de François Villeroy de Galhau,

Gouverneur de la Banque de France

Contact presse : Mark Deen (mark.deen@banque-france.fr), Déborah Guedj
(deborah.guedj@banque-france.fr)

GUILLAUME ERNER

Bonjour François VILLEROY DE GALHAU.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Bonjour Guillaume ERNER.

GUILLAUME ERNER

Vous êtes Gouverneur de la BANQUE DE FRANCE. Alors, cette pandémie elle nous a légué des masques, beaucoup de masques, des écouvillons, des tests PCR, et puis de la dette, énormément de dette, mais on va l'annuler cette dette ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

D'abord la dette nous a aidés à faire face à la pandémie, on va y revenir. Et non on ne peut pas l'annuler, je vais dire pourquoi, mais il y a d'autres solutions sur la dette. Pourquoi est-ce qu'on ne peut pas l'annuler ? C'est une question de confiance absolument clé. Guillaume ERNER, si vous me prêtez 100 euros, par hypothèse, et que je vous dise que je ne vais pas vous rembourser les 100 euros, vous ne me prêterez plus jamais. Ce sera logique. Donc c'est une question de confiance des investisseurs, des épargnants français, ou des investisseurs internationaux qui nous prêtent. La France fait partie des très rares pays, avec le Royaume-Uni, qui depuis deux siècles n'ont jamais fait défaut sur leurs dettes, n'ont jamais fait de banqueroute. C'est notamment cela qui nous permet aujourd'hui d'emprunter à taux très bas. Alors quelquefois on dit oui, mais oublions les épargnants, français ou internationaux, il y a la dette qui est détenue par la Banque centrale. La BANQUE DE FRANCE, par exemple, détient 450 milliards d'euros de dette française. Mais là aussi on ne peut pas l'annuler, je voudrais expliquer pourquoi. Quand on a créé l'euro, dans le traité qui institue l'euro, et qui est un « pacte de confiance », entre la France et ses partenaires, entre les pays et les citoyens Européens, nous avons dit que jamais nous ne ferions cela. Parce que dans l'Histoire, quand la Banque centrale commence à financer les États définitivement, ça se termine toujours mal, c'est une monnaie fondante, on l'a appris, c'est de l'inflation...

GUILLAUME ERNER

Il faut nous rappeler ce qu'est la monnaie fondante.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Aujourd'hui, les Français et les Européens ont confiance dans l'euro, aux trois quarts, c'est un très beau succès des Français et des Européens. Une monnaie fondante c'est ce qu'on voit aujourd'hui dans pas mal de pays émergents, l'Argentine, le Liban, on pourrait même parler du Venezuela, c'est une monnaie qui perd son pouvoir d'achat d'un mois sur l'autre, d'une année sur l'autre. Donc, quand vous la détenez, vous n'avez plus confiance. L'euro est une bonne monnaie, justement parce qu'on a interdit ce qu'on appelle le financement monétaire des déficits. Donc cette histoire d'annulation de la dette a la séduction des tentations, mais ce n'est pas une solution. Par contre, il faut évidemment traiter ce problème de la dette dans la durée. D'abord, je crois qu'il faut rappeler que face à cette pandémie, totalement imprévisible, sans précédent dans ses conséquences, on y reviendra, il fallait emprunter pour financer le sanitaire, pour financer le chômage partiel, pour financer les investissements.

GUILLAUME ERNER

Mais alors, attendez François VILLEROY DE GALHAU, c'est quand même étonnant, parce que ça c'est par exemple l'éditorial du Financial Times aujourd'hui qui, du coup, se retrouve d'accord avec le Monde

diplomatique d'il y a quelques mois, est-ce que ça veut dire que le Monde diplomatique, par exemple, avait raison avant lui ? Le Financial Times, je peux vous le lire, il dit que de toute façon, si on avait manqué à créer de la dette, eh bien il y aurait eu des faillites de masse et un chômage encore plus grand, voilà ce que...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Sur cela on est tous d'accord, je viens de vous dire que la dette...

GUILLAUME ERNER

C'est ce que disait le Monde diplomatique il y a quelques mois. Faites-moi confiance sur ma lecture du Monde diplomatique.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Non, non, mais je vous crois et je ne savais pas que vous lisiez le Financial Times...

GUILLAUME ERNER

Je lis tout.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

J'en profite pour dire, Guillaume ERNER c'est très important, que la BANQUE DE FRANCE est indépendante, elle appartient à tous les Français, elle est au service de tous les Français, et pas de tel ou tel parti, ou de telle ou telle idéologie, et donc...

GUILLAUME ERNER

Je cherchais à comprendre sur le plan de notre représentation de l'économie, est-ce qu'on s'est trompé, pas vous François VILLEROY DE GALHAU...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Non, et encore une fois je n'ai pas à citer tel ou tel organe de presse : quand vous avez une crise aussi lourde, avec des conséquences économiques et sociales aussi fortes que la pandémie, on n'avait jamais vu cela depuis 1945, la réponse par l'endettement est indispensable, je le dis très clairement. Quand on n'a pas de crise de ce type-là, il faut par contre être très économe. La dette nouvelle qu'on fait, c'est la charge que nous transmettons à nos enfants.

GUILLAUME ERNER

Mais le chômage de masse c'était une crise très lourde finalement, ça pouvait justifier, à la place de ces politiques d'austérité qui ont montré leurs limites, vous ne serez peut-être pas d'accord avec cela mais, qui ont montré leurs limites du point de vue en tout cas de la colère des peuples, peut-être qu'il fallait justement...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Le chômage qu'on a accumulé malheureusement en Europe depuis les chocs pétroliers en gros, depuis les années 80, ne trouve pas sa réponse dans un supplément d'endettement. Regardez, aujourd'hui le pays qui a le moins de chômeurs en Europe, c'est l'Allemagne, c'est aussi le pays qui a le moins de dette. Donc c'est une question différente, on pourra en parler.

Mais cette année, face à un choc comme celui-ci, il fallait répondre par la dette. Là aussi, prenons un exemple dans nos vies privées : quand vous avez un choc dans votre vie personnelle, un accident grave dans votre maison, et vous devez faire les travaux de réparation tout de suite, vous prenez un crédit, évidemment vous ne pouvez pas attendre. Par contre, la question se posera une fois qu'on sera sorti de cette crise, et

qu'on aura retrouvé le niveau d'activité pré-Covid : en 2022, peut-être un petit peu plus tard, nous allons voir parce qu'il y a beaucoup d'incertitude économique. Alors il va falloir traiter cette dette et se mettre dans une perspective de désendettement. Il y a pour cela trois ingrédients très simplement : le temps, il ne faut pas faire ça tout de suite, ni trop tôt ; il y a la croissance, qui va nous aider ; et puis il faut quand même que nous fassions attention sur nos baisses d'impôts et nos dépenses. Nous avons le génie, en France, des baisses d'impôts non financées : je crois maintenant qu'il faut une stabilité fiscale, ni hausse, ni baisse, au passage cela aidera à ce qu'il y ait une certaine prévisibilité ; personne ne comprend rien des règles fiscales qui bougent tout le temps. Mais aussi stabilité des dépenses : vous parliez d'austérité Guillaume ERNER, ce n'est pas ce qu'il y a eu en France ces dernières décennies. Nous avons des dépenses publiques qui sont à la fois les plus élevées d'Europe et qui ont continué à augmenter. Ce qu'il faudrait, une fois revenu au niveau d'activité pré-Covid, c'est stabiliser simplement ces dépenses...

GUILLAUME ERNER

Alors, imaginons qu'on stabilise les dépenses et les recettes...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Si on stabilise les dépenses, cela change tout, là on commence à se désendetter, effectivement.

GUILLAUME ERNER

Mais, en combien de temps ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Alors, nous avons fait le calcul à la BANQUE DE France. La dette, après Covid, est d'à peu près 120 % du PIB. Si nous nous retrouvons à ce niveau en 2022 et qu'à ce moment-là on commence la stabilisation de nos dépenses publiques - encore une fois ce n'est pas l'austérité, ce ne sont pas des coupes sauvages, beaucoup de nos voisins ont réussi cela - en 10 ans on diminuerait ce ratio de dette par rapport au PIB de 20 %. Cela changerait tout, parce que cela voudrait dire que la taille du sac à dos qu'on transmet aux générations suivantes commence à diminuer. Il faut regarder un peu l'histoire longue, la dette c'est une histoire de solidarité entre générations. Aujourd'hui, le sac à dos que nous transmettons aux jeunes c'est 120 %, il y a 20 ans c'était deux fois moins, 60 %, il y a 40 ans, en 1980, c'était six fois moins, 20 %. Là nous avons un problème : nous faisons partir la génération nouvelle dans la vie avec un sac à dos beaucoup trop lourd.

GUILLAUME ERNER

Si on prend, François VILLEROY DE GALHAU, vous qui êtes Gouverneur de la BANQUE DE FRANCE, une économie comme par exemple l'économie du Japon, au Japon on a des taux d'intérêt extrêmement bas et une croissance extrêmement faible, est-ce que notre avenir c'est le Japon, au mieux ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

D'abord le Japon ne va pas si mal, mais je crois que l'Europe peut faire mieux que le Japon. Il y a des points communs, vous l'avez dit, notamment des taux d'intérêt très bas : la Banque centrale européenne va les maintenir, il y a des bonnes raisons pour cela, pour soutenir l'activité, mais surtout parce que l'inflation est trop basse aujourd'hui en Europe, comme au Japon d'ailleurs. Les différences, c'est que la démographie japonaise est très mauvaise, c'est-à-dire que la population du Japon diminue, à la fois parce qu'ils ont une natalité très basse et qu'ils ont zéro immigration, en gros. Quand la démographie d'un pays ou d'une région est très faible, ce n'est pas un bon élément pour le dynamisme économique. De l'autre côté vous avez les États-Unis qui ont une démographie plus dynamique, et qui ont une capacité d'innovation très forte.

L'idéal pour l'Europe, ce serait de s'inspirer du dynamisme américain, mais en gardant ce qui est notre marque de fabrique, que nous partageons d'ailleurs avec le Japon, c'est la solidarité de notre société. Si je pouvais le dire en citant deux grands économistes européens, il faudrait qu'on arrive à réconcilier KEYNES

et SCHUMPETER. Je m'explique d'une phrase. KEYNES c'est ce grand économiste anglais qui est sorti de la crise des années 30 par la solidarité, et SCHUMPETER c'est cet économiste d'origine autrichienne, un peu moins connu, qui est l'homme de l'innovation. Les États-Unis sont schumpétériens, ont davantage de croissance que l'Europe et le Japon. Je crois qu'on peut être à la fois keynésien et schumpétérien, solidaire et innovant. Regardez les économies du Nord de l'Europe, c'est un modèle très intéressant.

GUILLAUME ERNER

Mais alors, qu'est ce qui se passe si les taux d'intérêt sont bas, François VILLEROY DE GALHAU, parce que là aussi c'est quelque chose d'assez important, ça signifie qu'on a une situation qui est assez paradoxale, parce que d'un côté on a une crise terrible pour beaucoup de ménages, de l'autre on a des actifs financiers qui s'envolent, et si les taux d'intérêt sont bas, ça veut dire que l'argent est peu rémunéré, et donc les investisseurs, les fonds de pension, vont aller chercher des rendements de plus en plus élevés, qu'ils ne pourront pas trouver sur les taux d'intérêt, et ça, ça veut dire qu'il va y avoir un divorce de plus en plus accusé entre les spéculations financières et le revenu du travail ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Il y a plusieurs choses dans votre question. D'abord sur la situation des ménages. Les ménages, comme les entreprises, doivent faire face à cette crise sans précédent, on l'a dit, pour la France une récession en 2020 entre -9 et -10%, c'est extrêmement lourd. Mais heureusement l'amortisseur public a joué : cette fameuse dette, dont on parlait tout à l'heure, et qu'il faudra traiter dans la durée, a permis que la puissance publique, les crédits publics, amortissent le choc. Pour les ménages, leur pouvoir d'achat, globalement, en moyenne, devrait être à peu près préservé en 2020, alors que nous avons cette récession de -9 à -10 %.

GUILLAUME ERNER

Malheureusement c'est de la moyenne.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Il faut bien sûr faire très attention aux ménages les plus défavorisés et aux jeunes non qualifiés, il y a eu des mesures supplémentaires annoncées par le gouvernement. Mais, notamment le mécanisme de chômage partiel, ce qu'on appelle l'activité partielle, a permis d'éviter que les ménages perdent leur revenu du travail dont vous parliez. Là les taux d'intérêt bas ont aidé, parce que cela s'est financé par emprunt public, qui coûte beaucoup moins cher, grâce aux taux d'intérêt bas que la Banque centrale garantit.

Vous parliez du Japon tout à l'heure, je vais parler d'un autre pays qui est beaucoup plus près de nous, qui est l'Italie. Je ne sais pas si vous vous souvenez la situation dans laquelle était l'Italie au mois de mars, absolument dramatique : c'était à la fois le pays le plus frappé par la crise sanitaire, et qui était pénalisé par les marchés financiers, avec des taux d'intérêt qui montaient fortement. Grâce à ce que nous avons fait, nous Banque centrale européenne, qui a été utile vraiment pour les Européens, les taux d'intérêt italiens ont beaucoup baissé. L'État italien emprunte aujourd'hui aux taux les plus bas auxquels il ait jamais emprunté, 0,7 %. Cela a permis de financer toutes ses dépenses de solidarité. Donc voyez, l'amortisseur public joue dans le sens de la solidarité.

GUILLAUME ERNER

Le contexte international, mondial, est assez mauvais en termes de dette, tout simplement parce que c'est une crise globale qui touche tous les pays, et un grand nombre de pays ont aujourd'hui une dette qui est absolument impossible à supporter pour eux, l'Argentine, le Belize, le Liban, que vous avez cités, l'Équateur, le Surinam, La Zambie, est-ce qu'il ne faudrait pas imaginer une solidarité des pays les plus riches, François VILLEROY DE GALHAU, qui pourraient reprendre cette dette, que de toute façon ces pays ne pourront pas supporter ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Alors, il y a une question différente, vous avez raison, qui est celle d'un certain nombre de pays en développement, ou de pays émergents. D'abord il faut le dire honnêtement : on ne va pas détailler pays par pays, mais beaucoup de ces pays ont fait des erreurs de gestion assez lourdes, qui expliquent la situation dans laquelle ils se trouvent. Pour ces pays, le G20 (les vingt premières économies du monde) vient de décider effectivement une initiative sur le moratoire de dette, et même ce qu'on appelle la restructuration de dette, c'est-à-dire la capacité à en abandonner une partie. J'espère que cela va jouer au profit de plusieurs de ces pays. Mais la limite de solutions de ce type c'est qu'une fois que vous avez annulé une partie de la dette, vous n'avez plus accès aux marchés des capitaux privés, aux investisseurs privés. Vous dépendez ensuite de fonds publics, du Fonds Monétaire International, associés en général à des programmes de réformes. Donc, c'est une solution pour des pays en grande difficulté. Heureusement la France n'en est pas là, car cela a une contrepartie, c'est qu'ensuite on passe, si j'ose dire, sous souveraineté internationale sur le plan des réformes économiques.

GUILLAUME ERNER

Est-ce qu'il y a des alternatives - vous allez vous réunir, je crois, avec vos homologues François VILLEROY DE GALHAU - est-ce que ce thème-là, d'autres thèmes...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

La réunion que nous allons avoir, Guillaume ERNER vous avez raison, et qui est très importante, c'est celle du Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale au mois de décembre. Elle porte sur ce que nous faisons sur la politique monétaire, c'est-à-dire les taux d'intérêt que nous fixons et la quantité de liquidités que nous mettons à disposition de l'économie. Nous avons dit d'ores et déjà que nous resterions en soutien extrêmement accommodant de l'activité. Nous sommes libres d'augmenter la taille de nos interventions...

GUILLAUME ERNER

Ce qui veut dire que l'inflation va augmenter.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

... et la durée de nos interventions. Ce qui est très important, tout le monde se focalise quelquefois sur les quantités de ce que va faire notre Banque centrale européenne, mais je voudrais insister un peu plus sur la qualité ou la finalité. Au fond, ce que nous faisons dans cette crise, très difficile, avec cette incertitude très forte, c'est de procurer aux acteurs économiques, les ménages, les entrepreneurs et les PME, deux repères dans cette incertitude. Donner ces deux garanties aujourd'hui, cela aide à sortir de la crise.

La première garantie, à court terme, c'est que nous allons maintenir des conditions de financement très favorables aussi longtemps que durera cette crise. Qu'est-ce que sont ces conditions de financement ? Ce sont le niveau des taux d'intérêt très bas, et le volume des liquidités très abondantes. Les crédits aux entreprises françaises ont heureusement beaucoup augmenté ces derniers mois, alors qu'on craignait le contraire, on craignait que le robinet du crédit se referme. La politique monétaire y a contribué, donc c'est cela la première garantie : des conditions de financement, très favorables, aussi longtemps que durera cette crise.

La deuxième garantie, est plus à moyen terme, vous parlez de l'inflation, c'est que nous nous engageons à ce que l'inflation à moyen terme soit proche de 2 %. La plupart des économistes estiment que c'est le bon état de santé de l'économie. Guillaume ERNER, comme vous le savez, autour de cette inflation, dans le brouillard de la crise où nous sommes aujourd'hui, il y a au fond des inquiétudes de sens contraire. Il y a des gens qui craignent la déflation, c'est-à-dire la baisse générale des prix : c'est toujours une grave maladie de l'économie. Et puis il y a ceux qui craignent à l'inverse, c'était votre question, le retour de l'inflation, nous

nous garantissons ce qu'on appelle la stabilité des prix, c'est-à-dire une inflation proche de 2 % ; nous ferons tout pour cela.

GUILLAUME ERNER

Justement, puisque vous parlez des aides de la BANQUE DE FRANCE, il y a une catégorie de Français qui sont aujourd'hui dans une situation extrêmement précaire, ce sont les petits commerçants, donc il y a eu évidemment les mécanismes du chômage partiel, d'autres mécanismes aussi...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Le fonds de solidarité aussi, oui.

GUILLAUME ERNER

Absolument, mais moi je pense à ceux qui ont un stock de marchandises, ce stock de marchandises il n'a pas pu être vendu, et parfois on a un stock qui ne pourra jamais l'être, ou jamais l'être complètement, qu'est-ce que l'on peut imaginer, François VILLEROY DE GALHAU, est-ce qu'on va avoir affaire à des masses de faillites, et sinon que faire ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Sur la situation des commerces, on verra d'abord ce que le président de la République annoncera ce soir. J'espère que dans des conditions sanitaires renforcées on pourra aller vers une réouverture. La priorité c'est évidemment la bataille sanitaire. Je le dis d'ailleurs au passage, c'est aussi la priorité économique. Quelquefois on dit qu'il faut arbitrer entre le sanitaire et l'économique. Je ne crois pas : tant que la confiance sanitaire ne sera pas revenue, la confiance économique, celle des ménages, celle des entrepreneurs, ne sera pas suffisante. Nous devons être tous solidaires dans cette bataille contre le virus.

Sur ce qu'on peut faire pour les commerçants, il y a les dispositifs publics que vous rappeliez : les PGE, les prêts garantis par l'État, ont bénéficié massivement en France aux PME et TPE, c'est une bonne chose. C'est peut-être un succès français qu'on n'a pas assez souligné. Il y a heureusement quelques succès français dans cette crise, quelquefois nous sommes trop modestes et nous ne disons pas assez ce que nous avons réussi ensemble. Il y a 125 milliards de PGE en France, contre 45 milliards seulement en Allemagne, donc voyez trois fois plus. Ils ont bénéficié aux trois quarts aux PME et TPE, dont les commerçants. Ces PGE sont à un taux très favorable, et ils pourront être prolongés : c'est une très bonne chose, si notamment il y a des stocks à financer. J'en profite pour dire, vous parliez de l'action de la BANQUE DE FRANCE, que la BANQUE DE FRANCE est mobilisée à travers ce qu'on appelle la Médiation du crédit, pour ceux qui nous écouteront et qui auraient des difficultés à obtenir ces prêts bancaires. Nous avons traité 10.000 dossiers ces six derniers mois, avec un taux de succès de plus de 50 %.

GUILLAUME ERNER

Justement, imaginez un commerçant qui a un stock à financer, celui-ci est financé ou va l'être par un prêt garanti par l'État, François VILLEROY DE GALHAU, et puis les choses étant ce qu'elles sont, il n'y a pas de raison qu'il y ait énormément de bénéficiaires en plus qui permettraient à ce commerçant, je ne sais pas, dans 2 ans, 3 ans, de rembourser ce prêt garanti par l'État.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Ce que nous avons appris cet été, après le premier confinement, c'est que le rebond de l'activité économique pouvait être très rapide. C'est la bonne nouvelle : on l'a constaté dans tous les pays européens, mais particulièrement en France, nous avons eu le rebond le plus fort d'Europe au troisième trimestre. Pour vous citer un exemple, au mois d'octobre les ventes du commerce, vous en parliez, étaient supérieures à celles d'il y a un an, d'octobre 2019, +6 %. Face à ces difficultés, très réelles aujourd'hui, nous sommes tous mobilisés évidemment en appui des entrepreneurs et des commerçants.

Mais ensuite, quand nous aurons gagné cette bataille sanitaire, et nous la gagnerons, Guillaume ERNER, - cela va prendre du temps, mais nous la gagnerons - je crois qu'il y a un autre enjeu essentiel, c'est comment nous allons reconstruire une économie qui soit meilleure. Il faut que ce soit une reconstruction qui ne soit pas simplement un redémarrage à l'identique, c'est une transformation. Si nous voulons construire une économie meilleure, nous avons trois opportunités – ce n'est pas gagné, je le dis tout de suite - mais je crois vraiment que c'est le sens de la bataille française et européenne. Nous pouvons reconstruire une économie qui soit plus verte, plus écologique, et cela veut dire une meilleure qualité de la vie. Il faut reconstruire une économie qui soit plus digitale, et ça, ça veut dire plus de libertés, y compris pour nous tous. Pensez au télétravail, aujourd'hui c'est pénible parce que c'est une obligation : si cela devient une option, c'est une liberté. Et donc, plus verte, plus digitale, mais aussi plus qualifiée : il faut mener la bataille des compétences. Je parlais tout à l'heure des jeunes non qualifiés, c'est cela le cœur du drame. Tout investissement dans le développement massif de l'apprentissage, de la formation professionnelle, c'est le meilleur investissement qu'on puisse faire pour la croissance demain, et pour la solidarité.

GUILLAUME ERNER

Mais deux de ces objectifs, au moins, vont requérir des investissements, une croissance verte par exemple, il va falloir, je ne sais pas, dépenser de l'argent pour, par exemple l'isolation des domiciles et des bureaux, si on veut effectivement poursuivre le digital, il y a énormément de régions de France où il n'est pas question de 5G, il n'y a pas de 3G. Est-ce que...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Vous avez tout à fait raison, il faut des investissements, c'est d'ailleurs le sens des 100 milliards du plan de relance qui a été présenté par le gouvernement, et du plan de relance européen. Celui-ci s'appelle au passage, Guillaume ERNER, le fonds pour la prochaine génération, on retrouve la priorité aux jeunes. Il faut des investissements, et les taux d'intérêt bas que nous garantissons y aident. L'emprunt peut avoir un très bon usage quand il prépare l'avenir, cette meilleure économie, cette transformation dont je parlais. Par contre si l'emprunt sert à financer nos dépenses courantes, à vivre au-dessus de nos moyens, ou à des baisses d'impôts, non financées, alors là c'est dangereux. Je crois qu'il faut savoir faire la distinction entre la dette nécessaire - tout ce qui est lié au Covid aujourd'hui est une dette nécessaire -, et la dette qui est superflue ou dangereuse, parce qu'encore une fois elle alourdit le sac à dos qu'on passe aux générations suivantes.

GUILLAUME ERNER

Mais alors donc, développer des infrastructures, ça c'est quelque chose de vertueux, mais qui va décider, parce que, là aussi on est un peu dans le brouillard, et vous l'avez dit, François VILLEROY DE GALHAU, les agents économiques dans le brouillard font généralement des accidents, il y a aujourd'hui beaucoup de milliards sur la table, qui va les dépenser, qui va décider ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Cela, heureusement, c'est la démocratie, ce n'est pas la BANQUE DE FRANCE. La BANQUE DE FRANCE permet des conditions favorables de financement...

GUILLAUME ERNER

Non, non, mais je pensais à un niveau quasiment local.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est la démocratie, c'est-à-dire que le gouvernement a proposé, dans le plan de relance, un certain nombre d'affectations, il l'a fait d'ailleurs après dialogue avec un certain nombre d'acteurs économiques, de fédérations professionnelle. Ce plan est en train d'être discuté au Parlement. Je suis d'accord avec vous, et

on devrait parler plus des choix de qualité de la dépense publique. On parle toujours des grandes masses, du volume de la dette, on ne parle pas très bien de savoir dans quoi on investit. C'est là que notre discussion, ce matin, est clé.

GUILLAUME ERNER

C'est justement ce que je voulais...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Oui, mais vous remarquerez avec moi que le débat que nous avons ce matin on l'a rarement sur la scène publique. Est-ce qu'on est plutôt sur les investissements d'avenir, l'écologie, la formation, ou est-ce qu'on est simplement sur des dépenses courantes ? A la BANQUE DE FRANCE nous essayons de développer l'investissement et puis de diminuer un peu nos dépenses de fonctionnement. Je crois que c'est un bon arbitrage, ayons ce type de discussion.

GUILLAUME ERNER

Ce sont les préfets qui vont décider ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Non, ce ne sont pas les préfets, encore une fois c'est le gouvernement et le Parlement. Les préfets vont contribuer à la dépense sur le terrain, mais ils ont en face d'eux des acteurs économiques, et la BANQUE DE FRANCE est prête à apporter son soutien ...

GUILLAUME ERNER

Je n'ai rien du tout contre les préfets, mais...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Moi non plus.

GUILLAUME ERNER

Les acteurs économiques locaux...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Les acteurs économiques locaux sont là, ils participent à la discussion. Vous savez, aujourd'hui, dans toutes les régions, dans tous les départements, il y a des comités, des réunions, il y en a peut-être même parfois un peu trop, qui réunissent les acteurs économiques et publics. Mais l'éclairage des économistes là-dessus est très convergent. Je le dis d'autant plus en souriant que, c'est assez connu, quand il y a plusieurs économistes dans une pièce, en général vous récoltez au moins autant d'avis différents. Mais là les économistes nous disent d'investir dans la transition écologique, dans la numérisation de notre société, ou surtout dans les compétences. J'insiste énormément : nous avons eu des vrais succès français ces dernières années sur la formation professionnelle et l'apprentissage ; nous avons créé 1 million net d'emplois entre 2016 et 2019, en 4 ans, beau succès français là aussi. Ne perdons pas le fil, continuons à investir dans les compétences, parce que ce sont les compétences, l'intelligence, les qualifications, qui feront la croissance demain, et qui feront la solidarité. La meilleure chose qu'on puisse faire aujourd'hui pour les Français en difficulté, pour les jeunes défavorisés, c'est de les aider dans leur qualification, n'oublions jamais ce cap.

GUILLAUME ERNER

Donc 100 milliards pour financer l'avenir. Merci beaucoup François VILLEROY DE GALHAU, je rappelle que vous êtes Gouverneur de la BANQUE DE FRANCE. Alors, nous on investit beaucoup dans la transition chaque matin grâce à Hervé GARDETTE, bonjour Hervé, et on investit dans l'avenir de la philosophie avec Géraldine

MONSA-SAVOYE. Hervé GARDETTE, vous allez nous parler de programmes audiovisuels dans quelques instants.

HERVÉ GARDETTE

Oui, de la place de l'environnement dans les programmes audiovisuels.

GUILLAUME ERNER

Voilà, on pourrait peut-être mettre de l'argent là-dedans François VILLEROY DE GALHAU.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est prévu aussi, puisque vous savez que 30 milliards y sont affectés dans le plan de relance, et merci de m'avoir accueilli.

GUILLAUME ERNER

Et dans la philosophie, vous avez prévu de mettre un peu d'argent ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

La philosophie, je crois que nous en avons tous besoin, mais elle ne nécessite pas forcément des investissements massifs, plutôt du temps qu'on y passe.